

*Coût de la vie*

provinces. En février dernier, le même ministre a adopté cette proposition et a eu l'audace de la faire passer pour sienne, en prétendant qu'elle apportait une solution énergétique et sensible à un problème fiscal assez fondamental.

Encore une fois, durant la dernière campagne électorale, monsieur l'Orateur, le même ministre des Finances qualifia les propositions de notre parti pour résuier les impôts et augmenter les dépenses de moyen pour acculer le Canada à la faillite. En février dernier, le même ministre annonça dans son budget d'appréciables augmentations des dépenses du gouvernement en promettant des réductions d'impôt de l'ordre de 12 à 13 p. 100. Et de nouveau, l'été dernier, le gouvernement fut prévenu du taux élevé de chômage durant les mois d'hiver et des consultations immédiates avec les provinces en vue de programmes de travaux d'hiver furent proposées. Perdu dans les contes de fée et les prédictions mirobolantes du ministre des Finances, le gouvernement libéral attend jusqu'en décembre pour mettre ce programme en œuvre. Il va sans dire, étant donné la panique de la dernière minute, que le programme n'a pas vraiment résolu le problème épineux de chômage et que d'énormes sommes furent gaspillées.

En outre, on a promis à des sociétés manufacturières des réductions d'impôt qui ne sont devenues légales que 13 mois plus tard. La loi sur la concurrence destinée à remplacer la loi relative aux enquêtes sur les coalitions s'est fait attendre deux ans, ce qui n'est pas un exemple brillant d'initiative libérale. Encore une fois, monsieur l'Orateur, la loi sur l'assurance-chômage a donné lieu à un déficit de 1½ milliard de dollars et le gouvernement a prétendu que cette loi était la plus progressiste du monde dans ce domaine. Puis, après sa quasi-défaite aux urnes, cette loi fut retirée pour une période indéfinie et le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras) devint le bouc émissaire du gouvernement.

Monsieur l'Orateur, il est évident que le gouvernement libéral a maintes fois rejeté les politiques proposées par le parti conservateur progressiste. Comme je l'ai déclaré au début, il est temps d'oublier les considérations partisans et le gouvernement actuel devrait accepter le concept du contrôle des salaires et des prix au profit de tous les Canadiens et cesser d'apaiser le Nouveau parti démocratique.

Les politiques libérales sont surchargées d'illogismes. Tout en exprimant de la préoccupation pour le petit commerçant, le gouvernement augmente de 7 p. 100 les impôts de 90 p. 100 d'entre eux. Dans le même temps où il exhorte tous les secteurs de l'économie à réduire les dépenses à caractère inflationniste, le gouvernement ne tient aucun compte de ses propres conseils et se lance dans un programme de dépenses gouvernementales sans précédent dans l'histoire de n'importe quel pays du monde. Au cours de la dernière décennie, dans le seul secteur de la gestion des traitements des fonctionnaires, le nombre des personnes touchant l'équivalent de 20,000 dollars par année a doublé. Si le gouvernement lui-même n'est tout simplement pas capable de contenir efficacement les dépenses de son propre secteur public, il n'est certainement pas capable non plus de contrôler les dépenses dans d'autres secteurs de l'économie.

Monsieur l'Orateur, alors que le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances, avec l'approbation du chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis) font fi des contrôles de l'économie, ils ont en fait proposé le blocage des prix de l'essence, du lait et du pain. Le blocage sélectif est tout simplement inefficace. Ce qui vaut pour une industrie doit valoir pour toutes. Que l'administration

[M. Jelinek.]

compte sur les Canadiens pour qu'ils acceptent le double jeu et la double mesure du gouvernement libéral est inconcevable.

Le programme de contrôle des prix et des revenus que notre parti a proposé aux Canadiens mérite plus qu'un haussement d'épaules de la part du premier ministre, plus que la déclaration du ministre des Finances selon laquelle il s'agit d'un problème mondial et que nous n'y pouvons rien. Les critiques du programme conservateur ne cessent de mentionner la phase 3 du programme économique des États-Unis. Mais ils ne s'arrêtent pas au fait que, pendant les première et deuxième phases de ce programme, l'inflation aux États-Unis est tombée au taux annuel de 3.7 p. 100 et que la tendance accélérée des hausses de salaires n'a pas seulement été enrayée mais légèrement renversée. En outre, le chômage est passé de 6.1 p. 100 en août 1971 à 5 p. 100 en janvier 1973. A tout prendre, un record des plus enviables, compte tenu du coût de la vie et du chômage chez nous.

Monsieur l'Orateur, il n'est pas suffisant que, face à ce très grave problème d'une inflation galopante, un gouvernement se tourne les pouces et refuse d'agir. La chose est particulièrement indéfendable de la part du gouvernement libéral au moment où tant de Canadiens préconisent l'imposition de contrôles pour stabiliser l'économie. Pendant trop longtemps nous avons dû supporter des hausses incroyables du prix des denrées alimentaires. Nous avons vu grimper le coût de la construction domiciliaire hors de portée de la plupart des Canadiens. Nous sommes sur le point d'assister à une hausse dramatique du prix des vêtements. Nous avons vu augmenter les frais de transport et le président directeur-général d'Air Canada a prédit d'autres hausses.

Nous avons vu pratiquement tous les biens de consommation atteindre des prix records et nous avons vu la chose se produire dans une période de temps relativement courte. Nous avons vu le gouvernement essayer de prendre des mesures de fortune. Nous avons vu ces gens pratiquer une politique de cataplasmes quand il fallait plutôt une intervention radicale. Pendant des mois, notre parti a fait tout ce qui était possible pour encourager le gouvernement à prendre des mesures efficaces et mettre en œuvre un programme qui pourrait guérir ce cancer de notre économie. La Commission de surveillance du prix des produits alimentaires a été une pure farce depuis le début et le gouvernement s'en est servi pour camoufler son inefficacité et sa crainte de nuire à l'équilibre politique. Même la présidente de la Commission a critiqué la façon dont le gouvernement s'est occupé de la hausse du prix des aliments. Monsieur l'Orateur, la dernière hausse des allocations familiales a déjà été plus qu'engloutie par les pressions de l'inflation et avant même que l'autre hausse prévue pour janvier n'entre en vigueur, elle représentera un pouvoir d'achat moins grand qu'à l'heure actuelle et, de plus, sera imposable.

Dans son désir de trouver de l'argent pour les programmes de subvention, de trouver des fonds pour créer de l'emploi et de trouver de nouvelles sources de revenu, le ministre des Finances a exploré toutes les possibilités et il a pour ainsi dire réussi à réduire l'initiative des Canadiens à son minimum.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement ne peut plus se permettre de fermer les yeux sur la statistique qui révèle une hausse encore plus accentuée du coût de la vie. Il peut, toutefois, se permettre de ne plus tenir aucun compte des gémissements et des plaintes des néo-démocrates et d'é-